



Union for Unity – Union pour l'Unité AISBL
Trade union group - Regroupement syndical

Les menaces pour l'Europe. Nos défis

Face aux mutations profondes et aux crises qui affectent l'ensemble de notre continent, le mouvement syndical de la fonction publique européenne peut s'appuyer sur une histoire et des relations sociales uniques au sein de nos Institutions. Les besoins sont considérables. Nous avons les moyens, collectivement, d'y répondre afin de faire face aux implications sur le personnel.

Parler des défis du syndicalisme de la fonction publique européenne dans une période où l'Union européenne est en panne de perspective politique, où les repères habituels s'effritent ne peut se limiter à accumuler les principes généraux, à rappeler les difficultés de la période et la nécessité de changer de cap.

Si nous affirmons que nous sommes dans une période de mutation profonde où les différentes crises qui affectent les sociétés européennes (de la pandémie globale à la guerre en Ukraine, la crise énergétique et ses répercussions sur les couches sociales moins favorisées, les tensions géopolitiques en Ukraine et au Moyen orient, la montée des populismes et de l'extrême droite) résultent d'une obsolescence de nos modes de développement et de régulation, cela nous oblige à nous projeter un peu plus loin, dans ce monde en mutation et face au besoin de réinventer un projet politique européen.

L'Union européenne est la seule organisation régionale d'États nationaux qui, par leur volonté, se sont dotés de règles, d'institutions, de procédures communes. Elle a été en mesure de répondre aux crises en créant les conditions d'une unité d'action entre ses États membres et ses Institutions. Dans ses Mémoires, Jean Monnet affirmait que « l'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises ». Ces dernières années ont confirmé cet adage. Dans un monde devenu plus incertain et manifestement plus hostile, l'Union européenne s'affirme comme un acteur incontournable pour faire face à ces crises.

Face à la pandémie de COVID-19, au-delà des difficultés initiales, la réaction des institutions européennes a été plutôt à la hauteur. Alors que l'Union n'a aucune compétence en matière de santé, l'achat en commun de vaccins a permis d'atteindre en quelques mois seulement une couverture vaccinale qui a favorisé le retour à la normale dans la vie sociale et économique. À cette occasion, l'Union européenne a également brisé un tabou essentiel en s'endettant pour la première fois en commun à un niveau substantiel, 750 milliards d'euros, pour amortir les

conséquences économiques et sociales de la pandémie tout en accélérant les transitions énergétiques et numériques. Cette initiative, impensable quelques mois auparavant, a finalement été quasi unanimement saluée.

De même, face à l'invasion de l'Ukraine, l'Union européenne a été capable de se passer en moins d'un an de quasiment tout le gaz, le pétrole et le charbon russes dont son économie dépendait pourtant très fortement. Et cela sans subir les ruptures d'approvisionnement énergétique qu'on pouvait légitimement redouter au début du conflit. L'Union a pu aussi organiser une riposte vigoureuse en termes de sanctions et de soutien à l'Ukraine, malgré le puissant frein que constitue la règle de l'unanimité en matière de politique étrangère. Là aussi l'Union a brisé des tabous en fournissant une assistance militaire importante à un pays en guerre et en entraînant massivement les soldats ukrainiens. Elle a même pour la première fois mis en place un mécanisme d'achat en commun de munitions pour venir en aide à l'Ukraine tout en reconstituant les stocks européens.

Toutefois, il y a des raisons de s'inquiéter sur l'avenir de la construction européenne car l'Union européenne doit faire face à une triple menace : sur le plan de la dynamique politique interne de l'Union, sur le plan géopolitique et enfin sur le plan économique et social.

- 1) Sur le plan des *dynamiques internes* on assiste à une montée de l'extrême droite qui résulte largement des dégâts commis par plusieurs décennies de globalisation dérégulée et de politiques européennes essentiellement guidées par un culte de la concurrence et du libre-échange généralisé. Ce sera un des enjeux principaux des élections européennes. Au-delà de son discours populiste, l'extrême droite n'apporte guère de solutions aux inégalités sociales et à la pauvreté grandissante ; au contraire elle freine les progrès indispensables de l'intégration européenne en matière de droits sociaux, de transition écologique, de budget et de biens communs.

Il est donc important que les forces politiques et sociales et les pays les plus engagés dans la construction européenne donnent une impulsion décisive vers davantage d'intégration européenne capable de corriger les multiples dysfonctionnements hérités de la période néo-libérale. D'autant plus qu'avec l'invasion russe en Ukraine, la question de l'élargissement de l'Union européenne à l'Ukraine, à la Moldavie et plusieurs États des Balkans occidentaux se pose désormais de façon urgente, et son corollaire, la refonte des Traités, pour permettre un meilleur fonctionnement des institutions européennes.

- 2) Au *plan géopolitique*, l'Europe est orientée partout à promouvoir ses valeurs, à développer et renforcer la démocratie, l'État de droit et le respect de l'homme et des libertés fondamentales. Toutefois, elle peine à trouver sa place dans un monde multipolaire -où les règles multilatérales et internationales font souvent l'objet de

violations - entre l'unilatéralisme américain, ses divisions internes et les relations de plus en plus difficiles avec un « Sud global » qui se tourne plus volontiers vers la Russie et la Chine. Dans le contexte politique interne, l'Union européenne n'est manifestement pas encore prête de faire le nécessaire pour parvenir à devenir un « troisième pôle ». Elle se crispe dans une attitude de « forteresse Europe » sur le terrain des migrations, et elle n'est pas prête à accroître son budget et donc l'effort qu'elle consacre à l'aide aux pays en développement, en particulier sur les sujets du climat et de l'énergie.

- 3) Enfin, sur le *plan économique et social*, l'Europe est caractérisée par des perspectives de développement préoccupantes en raison notamment de son affaiblissement industriel surtout dans les domaines de haute technologie (intelligence artificielle, semi-conducteurs, technologies vertes, biotechnologies, etc.) et de ses implications sur l'emploi et la protection sociale. Sous la pression de la concurrence américaine et chinoise, elle s'est donné un cadre de politique industrielle conformément à sa doctrine sur l'autonomie stratégique. Pour autant, la réponse européenne demeure insuffisante face à la hauteur des enjeux. Des mesures ont certes été annoncées mais en réalité les moyens qui y sont associés demeurent insignifiants : aucun budget additionnel n'a été mobilisé et il n'a pas été politiquement possible de renouveler cette émission de dette commune pour faire face à la guerre en Ukraine et à ses conséquences, ainsi que pour le Green Deal, malgré les défis considérables que cela représente.

*

*

*

Dans cette période où les anciennes grilles de lecture ne fonctionnent plus, notre syndicat « européen » et « citoyen » offre un espace de confrontation des idées et des analyses à travers nos rencontres, conférences débat et revues, échanges informels avec des décideurs politiques, académiques et experts des questions européennes. Toutes ces activités que nous menons avec dévouement et la rigueur nécessaire sont d'un apport considérable pour enrichir nos réflexions et envisager l'avenir sur des bases solides.

Un syndicalisme européen porteur de l'intérêt général doit définir les points de convergence afin de donner un cap syndical commun permettant d'aller vers plus de cohérence dans les réponses aux défis auxquels nous sommes confrontés. La crise a rendu les situations plus hétérogènes et les attentes vis-à-vis de nos institutions européennes parfois divergentes. Quand les uns attendent plus de solidarité, d'autres craignent que cela coûte trop. Il n'y a pas d'avancée possible sans un état des lieux et un diagnostic partagé sur la diversité des situations au sein même de la fonction publique européenne.

Cela nous oblige à innover dans notre démarche, à élaborer des propositions d'action et surtout à être davantage à l'écoute du personnel des institutions. La construction européenne a besoin d'une fonction publique européenne forte. Nous avons de nombreux défis à relever, le plus important étant la cohésion et l'unité du personnel. C'est là un chantier tout à fait prioritaire. Nos propositions visent à renforcer son unité, sa compétence, son efficacité.

Par ailleurs, nous devons mener une lutte acharnée contre toute forme d'extrémisme qui conduit à des formes de discrimination, xénophobie et racisme. Les discours de l'extrême droite populiste et souverainiste n'ont aucune place parmi les membres de notre syndicat et doivent être combattus sans relâche. C'est pourquoi nous avons une tâche importante à accomplir, surtout à travers des actions citoyennes, lors des élections européennes, nationales et locales lors des élections en Belgique. Mais c'est aussi dans notre démarche d'action que nous avons à intégrer les principes de diversité et d'inclusion afin qu'ils soient pris au sérieux par le management européen.

Ensuite, nous devons prêter une attention particulière à l'évolution considérable des modes de management et du travail dans nos sociétés, autre chantier prioritaire. Nous avons engagé un vaste chantier de réflexion sur ces sujets¹ à partir d'une série de conférences et d'articles afin d'en examiner les enjeux économiques, sociaux et sociétaux et les implications directes et à plus long terme pour l'avenir de la fonction publique européenne.

Enfin, notre action ne peut se limiter au périmètre de la fonction publique européenne. Elle est résolument tournée vers une approche solidaire envers les populations touchées par les conflits, les migrants, les laissés pour compte de la société. L'action solidaire envers les réfugiés ukrainiens sert d'exemple pour de nouvelles initiatives que nous aurons à cœur de développer dans le cadre de notre démarche globale.

Notre syndicat est profondément engagé dans la construction européenne. En défendant une fonction publique européenne compétente et indépendante, nous agissons en faveur d'une Commission forte, capable de proposer des actes législatifs et des politiques permettant de répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens européens. Bref, un syndicalisme d'action et de réflexion, novateur et résolument pro-européen, engagé et solidaire.

Nos textes - « Nos principes et valeurs » comme « nos lignes directrices » - illustre ce qui précède et constitue une réponse au contexte politique actuel.

¹ Voir GRASPE n°48, janvier 2024 et n°49 (à paraître début mars 2024)